



International Seminary

CTB 4^{ème} Congrès Salvador de BAHIA 24 au 26 Aout 2017

Fédération Nationale des Travailleurs du Verre et de la Céramique **CGT**



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress Salvador, 24, 25, 26 August 2017

Séminaire international

“La crise économique mondiale et le monde du travail”

Sur ce sujet sensible concernant la crise économique mondiale, bon nombre d'analyses divergent sur la cause ou les causes à l'origine de cette situation. La CGT Française défend pour sa part l'idée, qu'il nous faut comprendre la crise pour en sortir.

D'ailleurs, la crise pour qui ? A l'évidence, pas pour tous le monde.

Alors que la capitalisation boursière bat des records, le monde du travail doit faire face à une crise sociale profonde, qui se double d'une crise de la justice sociale. La montée inquiétante des inégalités dans les pays avancés et en développement est largement perçue comme un sujet de préoccupation majeur.

En premier lieu, la gestion imposée aux entreprises depuis plus de trente ans, orientant les richesses créées vers les dividendes des actionnaires et vers les intérêts d'emprunt au détriment de l'investissement dans la recherche, l'innovation, le développement, la formation, l'emploi, les salaires ... nous a précipités dans une crise dont les salariés paient le prix fort.

En Europe, en France, la majorité des salariés, travailleuses et travailleurs, retraités et chômeurs (privés d'emploi) souffrent d'un recul sévère de leur pouvoir d'achat. Pour des millions de familles, la violence économique se vit au quotidien.



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



Travail trop cher, rengaine pérenne.

Faudrait-il y voir une relation de cause à effet dans la responsabilité d'un coût du travail trop élevé ? Quel que soit le continent, la part des salaires, de la rémunération est toujours trop lourde pour le capital.

En fait, cette course à la moindre rémunération du travail et au moins disant-social, est par définition sans limite : telle que le patronat conçoit la mondialisation libérale à l'échelle internationale, il y aura toujours plus exploitable ici ou ailleurs, plus précarisable, plus flexibilisable, moins payable, moins chers.

Baisser le "coût du travail", qui nous est inlassablement répété, ressemble singulièrement à un cercle vicieux dans lequel les salariés seraient tous perdants. Ici, où les profits redistribués en dividende aux actionnaires et en intérêts d'emprunts conduit aux délocalisations et à la disparition de filières industrielles entières, et dans les pays où l'on dit la main-d'oeuvre "low cost" comme en parlant d'un voyage en jet, où des enfants eux-mêmes sont victimes du travail forcé.

La part des richesses

En fait, notre économie, nos entreprises souffrent doublement d'un manque d'investissement dans la recherche, le développement, l'innovation, de même que d'un pouvoir d'achat trop faible, défavorisant la consommation, laquelle est pourtant le premier moteur de la croissance. Et donc de l'emploi.

Alors quoi ? La part des richesses créées par le travail allant non pas à l'investissement, non pas à la rémunération du travail, non pas au financement des politiques d'intérêt général (par la fiscalité), mais à la rémunération du capital, n'est-elle pas trop élevée ?



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017

En France, la part des salaires, par exemple, dans la valeur ajoutée des entreprises, c'est-à-dire dans les richesses créées, a reculé de huit points dans les années 1980 et cette injustice n'a, depuis, jamais été corrigée. En fait, alors que le coût du capital, lui, est exorbitant, n'est-il pas temps de s'y intéresser sérieusement ? N'est-ce pas là que le bât blesse ?

Nous payons toujours leur crise

Depuis l'éclatement, en 2008, de ce qui s'est avéré une crise économique majeure, les salariés en paient le prix fort. Comme ils ont payé jusqu'alors le prix de choix économiques qui ont conduit à cette crise. De fait, la pression sur le travail, sur l'emploi comme sur les salaires, la dévalorisation du travail et en particulier du travail qualifié, la précarisation massive du salariat et en particulier des femmes, l'insuffisance des investissements productifs, ont conduit à une faiblesse chronique des débouchés.

Le marché intérieur a subi les effets néfastes d'une réduction de la demande salariale. Le capital, en quête de rentabilité rendue moins attractive dans la sphère productive, l'a cherchée dans les activités financières. Une véritable dérive vers la financiarisation de l'économie qui fonctionne comme un cercle vicieux. L'objectif principal des dirigeants d'entreprise consiste dès lors à atteindre un taux de rentabilité maximal auquel ils ajustent la masse salariale et les investissements productifs.

La répartition de la valeur ajoutée est de plus en plus favorable aux actionnaires au détriment des salariés et de l'investissement. Donc de l'entreprise. Et de l'économie. Mais on comprend mieux cette fameuse exigence du Patronat capitaliste de réduction du coût du travail.



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017

L'élaboration d'un socle international de protection sociale et l'arrêt du dumping social, qui met honteusement les salariés en concurrence, constituent, avec la demande de politiques industrielles défaites d'irresponsabilités sociales et environnementales, **le fondement même du pilier social revendiqué.**

En France comme ailleurs, le « coût du travail » sert d'alibi à toutes les politiques d'austérité. Le coût du capital, lui, est passé sous silence. Pourtant, son impact est exorbitant. Sur l'activité économique. Sur notre modèle social et environnemental aussi

Deux éléments, deux facteurs de production sont nécessaires à la création de richesse : le travail et le capital. Tous deux sont rémunérés et représentent donc un « coût » pour l'entreprise. **Le « coût du travail » nous est familier** : il revient en permanence depuis plusieurs années dans les propos des gouvernants, des patrons et d'un certain nombre d'experts pour expliquer la crise économique et la baisse de la croissance. Et surtout, pour justifier des réformes qui tendent invariablement à aller dans le sens d'une réduction de la rémunération du travail, des qualifications, des salaires, en particulier de leur part « socialisée » sous la forme des cotisations sociales, qualifiées de ruineuses pour la croissance économique.

Mais l'autre coût, celui du capital, est passé sous silence.

La « rentabilité » du capital

Mais il y a toute une partie de ce coût global du capital qui ne se justifie par rien et vient surcharger inutilement le « vrai » coût. C'est de la rente indue, un « surcoût » du capital qui se chiffre à environ 100 milliards d'euros annuels, soit, selon le mode de calcul utilisé, entre 50 et 70 % du coût total du capital pour l'entreprise. Pour prendre un exemple concret, quand une machine coûte 100 euros par an (avec la marge de profit), l'entreprise paye entre 150 et 170 euros parce qu'elle doit verser une rente injustifiée économiquement aux apporteurs d'argent que sont les actionnaires.



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017

Avec les **mesures de déréglementation et de libéralisation des économies**, les marchés financiers ont pris du pouvoir et désormais **la logique financière l'emporte sur la logique industrielle**. Auparavant, on commençait par produire, puis avec l'argent de cette production on rémunérait le capital. À présent, la rémunération du capital est devenue le but ultime de l'entreprise, et l'orientation de la production, c'est-à-dire ce qu'il convient de produire, où (ici ou à l'étranger) et avec quels moyens se fait en fonction de l'intérêt de la finance. »

L'exigence de rentabilité augmente et, avec elle, la part des dividendes et donc le coût global du capital. Pourquoi ? Parce que les capitaux peuvent se déplacer rapidement, et donc « exercer une pression avec laquelle ils s'imposent partout [...], puisque l'exigence vis-à-vis des entreprises du CAC 40 en France par exemple, s'impose aussi, par ricochet, aux sous-traitants ». **La norme financière place la barre très haut pour les projets d'entreprise, dont le seuil de rentabilité doit désormais avoisiner les 15 % du capital investi.**

Du transfert des richesses à la valorisation du travail

Comment sortir de l'impasse économique créée par la financiarisation du capital ? « On ne peut pas accepter un mode de développement qui détruit les emplois et le potentiel productif. **Pour y mettre fin, il faut valoriser le travail et dévaloriser le capital.**



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017

Dans l'histoire, cette dévalorisation du capital au profit du travail s'est opérée, en France, par la création de la Sécurité sociale, **par l'idée du progrès social comme finalité ultime de l'économie.** » Valoriser le travail, c'est réaffirmer l'objectif d'une Sécurité sociale de qualité pour tous, contre l'argument des « charges sociales » qui seraient trop élevées. C'est exiger un salaire décent, des formations qualifiantes et des emplois qualifiés, des moyens de production développés par l'investissement. **C'est remettre l'humain au cœur de l'économie. Le défi est de taille.**

Pour conclure cette intervention, je citerai deux exemples majeurs (et il y en a évidemment bien d'autres) concernant le monde du travail et sur les revendications communes que nous pouvons faire avancer tous ensemble au niveau international, je veux parler des **droits des femmes** et de la problématique du **travail précaire**.

Selon un récent rapport de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), 70 % des femmes voudraient exercer un emploi rémunéré alors que plus de 50 % d'entre elles restent exclues du marché du travail.

De plus, la ségrégation fondée sur le genre en fonction de la répartition sectorielle est une réalité. Cette ségrégation montre les difficultés rencontrées par les femmes pour accéder à certains emplois et l'écart de rémunération avec les hommes demeure considérable.

Les femmes font face à de multiples contraintes socioéconomiques qui varient d'un pays à l'autre, à savoir la discrimination, le conformisme au modèle traditionnel des rôles entre les femmes et les hommes, le manque d'éducation, la conciliation travail-vie personnelle, ainsi que le manque de structures de garde d'enfants et de moyens de transport.



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017

Les violences et le harcèlement sexuel continuent également d'être des obstacles pour l'entrée et l'évolution des femmes sur le marché du travail. Cette situation n'est pas normale. Nous devons mettre en mesure les femmes de comprendre leurs droits et ceux qui ne constituent pas des droits sur elles. Elles ne comprennent pas leurs droits au travail, parce qu'elles ne les connaissent pas.

Nous devons leur permettre d'avoir prise sur leur propre vie.

Sur **la problématique du travail précaire**, le phénomène est aujourd'hui présent sur tous les continents et s'accélère. Sans développer, de récents événements législatifs et politiques de par le monde illustrent l'augmentation continue du travail précaire.

En Europe, une étude récente montre que les jeunes gens employés sous le régime de contrats zéro heure (précarité extrême) sont davantage susceptibles d'avoir une santé mentale et physique dégradée par rapport à des gens jouissant d'un emploi plus stable.

Au sein de l'Union Européenne, l'emploi type sur base de contrats permanents à temps plein n'a cessé de diminuer au cours des dix dernières années, passant de 62 à 59 %. La crise a conduit à l'augmentation de l'emploi temporaire et à temps partiel sur base non-volontaire.

Nous défendons l'idée de construire une unité, une solidarité internationale afin de stopper le travail précaire. Les syndicats doivent continuer à mobiliser et à réagir fermement par rapport à l'augmentation du travail précaire de par le monde.

Avec le développement des modèles de chaînes mondiales d'approvisionnement et la numérisation, le problème pourrait s'étendre de manière incontrôlable.



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017

Après des années de crise économique et sociale, les politiques d'austérité ont échoué à relancer l'Europe, qui a vu ses économies stagner, ses jeunes réduits au chômage ou à l'exode et un fossé se creuser entre les différents Etats membres.

Le modèle économique que l'on nous impose privilégie la rémunération des actionnaires au détriment des salaires, de l'investissement, de la protection sociale et du bien commun.

Ce modèle, qui s'est imposé depuis de décennies, nous a précipités dans la crise. Et nombre d'économistes et d'institutions internationales reconnaissent désormais que l'austérité empêche la croissance et provoque la récession.

Cette situation exige un débat contradictoire sur la répartition des richesses créées par le travail. Pour notre avenir, il y a là un enjeu de société. C'est la condition du vivre ensemble porté par le progrès social.

Le retour à l'économie réelle passe par la reconnaissance de ces priorités sociales.

La fédération nationale du Verre et de la Céramique CGT Française tient à vous exprimer sa solidarité la plus totale dans les luttes que mène au quotidien la CTB (*Syndicat des travailleuses et travailleurs du Brésil*) et l'ensemble des syndicats du BRESIL. Votre combat pour le progrès social, pour une vie meilleure est notre combat.

BON CONGRES A TOUTES ET TOUS.



*Fédération Nationale des travailleurs
du Verre et de la Céramique CGT*



Délégation CGT du Verre et de la Céramique

FRANCE

André BERTHALON

Gaëtan GRIFFON

Jacques BEAUVOIR



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



International Seminary & CTB 4th Congress

Salvador, 24, 25, 26 August 2017